



ASSOCIATION POUR LA TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2005-2007

Assemblée générale du 15 septembre 2007

Introduction

Au cours des deux dernières années, ATTAC-Québec a continué à militer activement pour un monde meilleur. L'organisation a su se consolider au niveau du Conseil d'administration qui a bien pris en charge la mission d'ATTAC et qui a produit avec régularité un bulletin de qualité. La tâche la plus importante du CA est d'avoir coordonné avec le Conseil scientifique la sortie de deux livres permettant de diffuser les idées d'ATTAC, soit *Où va notre argent?* (2005) et *Mainmise sur les services* (2006), publiés chez Écosociété. Pendant ces deux dernières années, ATTAC-Québec est devenue plus crédible et plus reconnue.

ATTAC-Québec a aussi gagné en réputation dans sa campagne contre l'AGCS, en s'associant à des réseaux luttant contre cet accord au Québec, au Canada et en Europe. De nombreuses formations ont été données tant à ce sujet que sur ses autres dossiers, entre autres la justice fiscale et les paradis fiscaux. Par ses publications, par sa présence au sein du courant altermondialiste, par ses activités d'éducation populaire, ATTAC-Québec a su se consacrer à sa mission et faire connaître ses positions et ses propositions contre l'ordre néolibéral qu'on nous impose. Notre participation au Colloque *L'État que nous voulons*, organisé par le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) en juin 2007, est notamment à souligner.

ATTAC-Québec est cependant une organisation qui reste vulnérable. Son mode de financement, par les adhésions de membres et d'organismes et par les dons convient jusqu'à présent pour maintenir l'organisation en vie; mais il nous permet difficilement de croître et encore moins, d'engager unE employéE, ne serait-ce qu'à temps partiel, dont le travail permettrait de nous développer.

ATTAC a aussi perdu son groupe local à Montréal. Cette perte est lourde : nous sommes désormais privés d'un groupe organisé de militants dans la métropole, qui contribuaient à assurer une relève importante. Le rejet d'une demande de subvention faite à la Fondation Béati, qui nous aurait permis d'engager une personne chargée de relancer le groupe, a mis fin à notre espoir de voir renaître le groupe de Montréal. Nous souhaitons toujours que des individus engagés et actifs choisissent de créer un nouveau groupe local à Montréal.

Il faut toutefois souligner que le groupe local d'ATTAC capitale nationale se porte bien et que son fonctionnement est exemplaire. ATTAC reste malgré tout vivante et déterminée dans ses combats, même si ceux-ci semblent parfois très difficiles. Chose certaine : la présence d'une organisation comme ATTAC est plus nécessaire que jamais, en ces temps difficiles où la droite a pris le pouvoir, tant au Québec qu'au Canada.

Rapport du président

La renommée et la réputation grandissantes de notre mouvement ont suscité une recrudescence de demandes de toutes sortes de la part de différents groupes, notamment des conférences et des sessions de formation. À titre de « président à temps plein », j'ai eu à répondre à une grande partie de ces demandes et ce, sur tout le territoire du Québec et même, à l'occasion, à l'extérieur du pays. Mais on se doit de comprendre que mon implication à titre de président n'exclut pas celle du membre que je suis dans une section locale, soit celle d'ATTAC-Capitale nationale.

Au niveau national, j'ai été appelé à donner de multiples séances de formation principalement auprès des groupes de stagiaires en partance pour les pays d'Afrique et d'Amérique latine. Il s'agissait, dans la plupart des cas, de cours sur l'économie néolibérale et ses effets sur la vie des habitants de ces pays. Ces conférences-formations ont aussi été données à des syndicats, des associations étudiantes, des groupes communautaires et des associations de retraités du secteur public. De plus en plus de professeurs de cégeps et d'universités les ont intégrées à leurs cours.

En plus de participer à la réalisation de quelques documentaires, j'ai été appelé à donner le point de vue d'ATTAC-Québec sur les ondes de la radio et de la télévision, notamment dans le cadre des émissions « Enjeux » et « Le fric-show ». Au niveau des publications, j'ai rédigé la préface des deux ouvrages écrits par des membres de notre Conseil scientifique, et participé à la promotion et à la diffusion de ces livres et de celui de John Perkins : *Confessions d'un assassin économique*.

Au niveau local, j'ai participé à la réalisation et à l'animation de toutes les émissions radiophoniques bimensuelles produites par l'équipe de militantEs de Québec : « Le grain de sable ». La rédaction d'un billet dans le bulletin bimestriel des retraitéEs de l'enseignement du Québec a permis de consacrer le versement des honoraires au paiement du loyer du local d'ATTAC dans la capitale. Enfin, j'ai participé de façon assidue aux réunions du comité de coordination de l'équipe locale ainsi qu'aux rencontres publiques dans le cadre des Cafés-ATTAC.

En terminant, je voudrais souligner la participation d'ATTAC-Québec et la mienne dans la préparation du Forum social québécois (première phase). Sans oublier, bien sûr, l'organisation et la direction d'une délégation de 39 militantEs à Caracas, dans le cadre du Forum social mondial.

Robert Jasmin

Rapport d'activités du conseil scientifique

Le Conseil scientifique d'Attac-Québec est formé de 24 personnes, dont certaines sont plus actives, y compris quatre membres du Conseil d'administration. Ses réunions sont peu fréquentes mais elles ont permis la formation d'un collectif d'auteurs qui ont écrit *Où va notre argent ? : Une fiscalité pour les riches*, publié par Écosociété en 2006. Cette année un autre collectif du Conseil scientifique rédige un deuxième ouvrage, qui portera sur la Bourse et les démesures de l'économie financiarisée. Le titre exact n'est pas encore arrêté.

De plus, des membres du Conseil scientifique ont organisé des ateliers au Forum social mondial de Porto Alegre et de Caracas, ainsi qu'au Forum social québécois. Et, bien sûr, ils ont été appelés à donner des conférences et à participer à des panels organisés par ATTAC-Québec et, dans d'autres cas, organisés conjointement avec les Amis du Monde

diplomatique, ou encore à titre d'invités d'organismes comme le Réseau national sur la démocratie municipale, le Colloque des sciences humaines du Collège de Ahuntsic, le Syndicat de la fonction publique, la Librairie Zone libre, le Module *World-Systems* de l'Association américaine de sociologie...

En avril 2008, six membres du Conseil scientifique seront les conférenciers invités des Belles soirées de l'Université de Montréal. Ils traiteront de sujets abordés dans *Où va notre argent?*

Le bulletin

Parce qu'ATTAC est une association citoyenne tournée vers l'action, le bulletin est un outil privilégié pour rejoindre les membres et diffuser de l'information. Que ce soit par voie électronique ou postale (pour ceux qui préfèrent une version papier), il constitue un lien important entre tous les membres d'ATTAC. En plus de leur permettre de comprendre ce qui se vit dans le mouvement et dans la société, le bulletin rend compte des actions entreprises par ATTAC ou auxquelles ATTAC s'associe.

Depuis mai 2005, il s'est publié 9 bulletins. Les thèmes qu'ils développent rendent compte des activités d'ATTAC : campagnes (AGCS, etc.), journées d'étude (2006, *Développement ou pillage?*; 2005, *Où est passé l'argent?*), congrès et assemblée générale (2005, Un autre monde est nécessaire), participation aux Forums sociaux mondiaux (2007, Nairobi; 2006, Caracas et Karachi, 2005, Porto Alegre), activités des groupes (Québec, Montréal, Gatineau). Ils informent les membres, en faisant l'analyse d'événements d'actualité qui concernent le mandat d'ATTAC : août 2007, le Partenariat nord-américain et le sommet de Montebello ; juillet 2007, la criminalité économique et le procès Norbourg; mars 2007, les politiques conservatrices et les droits des Autochtones.

Campagne AGCS/OMC/libre-échange

À l'époque de la dernière assemblée, la Fédération québécoise des municipalités (représentant 915 municipalités et presque la totalité des MRC), l'Union des municipalités du Québec, des MRC et plus d'une vingtaine de villes à travers la province, incluant Québec et Montréal, avaient adopté des résolutions d'opposition à l'AGCS, suite aux pressions faites par notre mouvement. Dans le sillon de la CSN, de la FNEEQ et de la CSQ, entre autres, qui ont aussi pris position sur le sujet, les fédérations étudiantes (universitaire et collégiale) se sont également activées. Pendant les deux dernières années, nous avons ainsi continué d'informer les éluEs municipaux (à Montréal, notre travail a conduit la ville à commander une étude interne sur les impacts de l'AGCS) et des éluEs provinciaux et fédéraux, le tout dans la mesure de nos modestes moyens.

Nous avons fait connaître l'accord et ses conséquences par de nombreuses formations et communications, données entre autres dans des syndicats (Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU), Fédération des enseignantes et des enseignants de cégep (FEC), Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)) et des organismes comme Eau Secours et le 4^e Sommet citoyen de Montréal. La publication de *Mainmise sur les services*, de Claude Vaillancourt, a été un autre moyen de faire connaître les divers problèmes reliés à la libéralisation du secteur des services.

À l'initiative d'ATTAC-Québec, le Forum national sur la démocratie municipale (FNDM) a accueilli Maurice Chauvet, co-animateur des réseaux français et européen des collectivités « hors AGCS ». Avec l'aide de D'abord solidaires, ATTAC-Québec a formé une

délégation de Québécois pour la Convention internationale des collectivités locales pour la promotion des services publics contre l'AGCS, à Genève, les 28 et 29 octobre 2006, regroupant une élue municipale, une présidente d'une fédération syndicale, un représentant du milieu communautaire et le secrétaire d'ATTAC-Québec. Une rencontre de suivi a également eu lieu.

ATTAC-Québec s'est impliquée dans le comité ad hoc contre l'AGCS, mis sur pied à Ottawa et regroupant des syndicats et des associations. Ce comité, composé aussi de chercheurs de pointe sur le sujet, nous a permis de mieux suivre la résistance aux accords de libre-échange, d'établir des liens avec nos camarades du Canada anglais et de recueillir des informations importantes sur le sujet. ATTAC-Québec a aussi travaillé, avec la FQPPU, à la formation d'un comité AGCS-Québec en vue de consolider un pôle local du comité canadien. Elle a aussi maintenu son implication au sein du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

ATTAC-Québec a répondu à une consultation du gouvernement fédéral sur l'élaboration de disciplines concernant l'AGCS. Dans sa lettre au ministre du Commerce international, ATTAC-Québec signalait le danger que l'AGCS puisse permettre d'attenter aux réglementations intérieures, normes, qualification et, ainsi, menacer l'autonomie des États. En lien avec le comité AGCS au Québec, le représentant d'ATTAC-Québec a tenté de stimuler les participants à envoyer eux aussi leurs réponses à la consultation. Ces réponses ont été relativement nombreuses au Québec et au Canada, d'autant plus que le gouvernement fédéral avait fixé une échéance très serrée qui forçait les associations à se prononcer très rapidement. ATTAC-Québec a reçu un appel du chargé des affaires internationales à la Ville de Montréal afin d'obtenir des informations sur l'AGCS et de connaître la position d'ATTAC.

L'échec des négociations du cycle de Doha — qu'il faut considérer comme une bonne nouvelle, bien qu'il soit de notre devoir de rester très vigilants face à d'éventuels développements — nous force désormais à repenser notre action. Il semble peu probable que l'AGCS puisse être relancé avant longtemps. Par contre, la volonté de libéraliser les services reste toujours ferme chez les gens d'affaires — l'échec du cycle de Doha étant relié à une méfiance sur l'agriculture plutôt que sur les services. Il faudra qu'ATTAC porte désormais son attention sur de nouveaux moyens utilisés pour arriver aux mêmes fins : PPP, accords bilatéraux, Partenariat sur la sécurité et la prospérité (PSP) et voie comment elle souhaite agir.

Même si l'échec du cycle de Doha n'est pas directement relié à l'AGCS, peut-être faudrait-il y voir malgré tout une victoire citoyenne : depuis la ministérielle de Seattle en 2000, la protestation systématique des citoyens de nombreux pays et le travail acharné d'associations diverses pour faire connaître les mécanismes non-démocratiques de l'OMC ont constamment délégitimé le travail des négociateurs, qui avançaient ainsi dans l'hostilité, peu assurés d'agir pour le bien des populations.

Journée d'étude

En collaboration avec la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie (Chaire MCD) de l'Université du Québec à Montréal, ATTAC-Québec a organisé, le 14 octobre 2006, une journée d'étude sur l'appauvrissement structurel en Amérique latine et en Afrique, intitulée *Les relations Nord/Sud : Développement ou pillage ?* Jacques Gélinais a ouvert la journée en insistant sur la dimension technique de l'aide au développement, en mettant en valeur la nécessaire maîtrise des leviers de la part des sujets concernés. Étienne Rusamira de l'Observatoire de l'Afrique centrale et Victor Armony de la Chaire de recherche sur la Mondialisation, la citoyenneté et la démocratie de IUQAM ont clos la journée. Le premier a exposé les conditions de possibilité de l'instauration de la paix et du

développement dans les pays d'Afrique. Le second a élaboré sur la nécessité pour les mouvements populaires de distinguer les mythologies générales, les concepts fondamentaux au nom desquels on milite, et les mesures tangibles et effectives, d'apparence contradictoires, qu'on peut parfois favoriser en vue du développement. Entre-temps, Claude Vaillancourt et Marie-Claude Villeneuve ont animé un atelier sur les effets de la Banque mondiale et de l'OMC sur l'économie et le secteur de l'éducation des pays du Sud. Alain Deneault faisait de même sur le rôle des sociétés canadiennes en Afrique. Le documentaire *Le cauchemar de Darwin* a également été présenté. Le bulletin hivernal d'ATTAC a rendu compte de l'événement.

Participation au Forum social québécois

ATTAC-Québec a été très présente lors du premier Forum social québécois, qui a eu lieu du 23 au 26 août 2007. ATTAC a soutenu ce projet dès le début et s'est impliqué dans l'organisation, entre autres par les contributions de Robert Jasmin, l'un des porte-parole du Forum, et de Raymond Favreau, membre du comité de programmation. ATTAC y a présenté plusieurs ateliers : *Déclin du néolibéralisme et perspectives d'avenir*, *L'État minimal néolibéral : services à vendre et obsession de la dette*; *La Banque mondiale et la privatisation des services sociaux : le cas de l'enseignement primaire dans les pays en développement*; *Capitalisme financier : fonds spéculatifs contre la stabilité financière mondiale*; *la souveraineté perdue : accords commerciaux et paradis fiscaux*. Tous ces ateliers ont attiré un large public. De plus, en tant que représentant d'ATTAC, Robert Jasmin a été invité à un panel organisé par Alternatives, intitulé *Quelle altermondialisation au Québec?*, et Claude Vaillancourt a donné pour la Coalition-Cégeps une conférence intitulée *Néolibéralisme et enseignement collégial*. Le kiosque tenu par ATTAC pendant les deux journées d'ateliers a été bien tenu et très fréquenté. ATTAC-Québec était présente à l'assemblée des mouvements sociaux qui s'est ralliée à l'appel du Forum social mondial pour organiser une journée de mobilisation internationale le 26 janvier 2008.

Financement : l'apport nouveau des organismes

Outre la vente de livres et certains revenus d'activités, l'association dépend du financement de ses membres et n'a pas, comme cela a déjà été mentionné, obtenu une subvention demandée cette année à la Fondation Béati. Assurer une cotisation annuelle régulière de tous les membres demeure un grand défi lorsqu'une association fonctionne sur une base bénévole comme la nôtre. Ce travail nécessite un suivi serré souvent difficile à effectuer. De plus, tous sont extrêmement sollicités. Concernant le cycle 2005-2007, il est à signaler que des organismes peuvent désormais adhérer à ATTAC. Une vingtaine d'organisations ont ainsi cotisé au cours des deux années, plusieurs contribuant également un don. Nous les en remercions chaleureusement. Cela nous encourage à poursuivre! Il s'agit de :

Association coopérative d'économie familiale (ACEFHSL) - Valleyfield
Association étudiante du CEGEP Ste-Foy
Association générale des étudiants du Collège Ahuntsic
Association coopérative d'économie familiale (ACEF) du haut St Laurent
Association Action-Plus Brome-Missisquoi
Conseil provincial du secteur municipal (CPSM) Malartic
Comité Solidarité Tiers Monde / Trois-Rivières
Droits-Accès Outaouais

Fédération étudiante du collégial (FECQ)
Fédération des enseignantEs de CEGEP (FEC-CSQ)
Fédération autonome du collégial (FAC)
Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU)
Mouvement d'éducation populaire autonome du Québec (MÉPACQ)
Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
Syndicat des employéEs de techniques professionnelles et de bureau d'Hydro-Québec
Syndicat des professeurs du Collège Edouard-Montpetit
Syndicat des employés de Videotron
Syndicat des professionnellEs du gouvernement du Québec (SPGQ)
Syndicat des employés de bureau et de Loisir-Ville de Baie Comeau
TROVEP-Montérégie (Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire)

Merci à tous les membres individuels qui renouvellent d'année en année leur adhésion à ATTAC. Merci aussi aux membres actifs qui reversent des cachets de conférences à l'association ou défraient personnellement des frais encourus pour la représenter, entre autres contributions.

Nous profitons également de ce rapport pour remercier spécialement notre trésorière, Luce Prévost, qui tout en souhaitant se consacrer à d'autres activités au sein d'ATTAC, continue de nous accompagner le temps que l'association trouve unE remplaçantE. La chose n'est vraiment pas facile. Avis aux intéresséEs!

Bilan des activités d'Attac-Capitale nationale

Formé depuis septembre 2003, le groupe local d'ATTAC dans la capitale nationale est demeuré fort actif au cours des deux dernières années. Après s'être investi avec une remarquable énergie lors de la préparation et du lancement de l'initiative des BIC en juin 2004, les militantEs de Québec ont poursuivi leurs activités régulières au cours du dernier cycle d'activités (2005-2007).

Le groupe de Québec repose principalement sur une dizaine de fidèles militantEs s'impliquant activement depuis le lancement du groupe en 2003. Autour de ce noyau dur se greffent plusieurs personnes donnant un coup de main de façon plus ponctuelle. À quelques reprises depuis sa création, Attac-Capitale nationale a également pu compter sur l'aide d'étudiants-stagiaires. Au cours des deux dernières années, nous avons ainsi reçu la collaboration de Marie-Hélène Chiasson, stagiaire en service social. ATTAC-Capitale nationale en profite pour remercier chaleureusement Marie-Hélène pour son implication au cours de ses mois de stage et après la fin de son stage. Le groupe pourra à nouveau compter sur un stagiaire au cours de l'automne 2007.

En plus du dévouement de ses militantEs et stagiaires, Attac-Capnat désire souligner l'apport matériel de deux organisations syndicales présentes dans la capitale : la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ). À plusieurs reprises, ces deux organisations ont prêté divers équipements sans lesquels les activités d'Attac n'auraient pu avoir lieu. Un grand merci à la CSQ et au SFPQ. Finalement, il convient de souligner les efforts des militantEs de la région pour recueillir les modestes fonds permettant au groupe de fonctionner à Québec. Certains écrivent et donnent leurs cachets, d'autres organisent des concerts bénéfice, d'autres encore vendent des calendriers. Bref, tous participent selon leurs moyens et talents. Ces revenus permettent au groupe de payer un local au Diocèse de Québec et d'assumer les quelques dépenses courantes (téléphone, Internet)

liées à son fonctionnement. Mentionnons malgré tout que les finances d'ATTAC-capnat sont précaires et le financement demeure une préoccupation constante.

Fort de ses militantEs, de ses modestes ressources, et des équipements mis à sa disposition, ATTAC-Capnat a organisé et réalisé un grand nombre d'événement et d'activités qui se regroupent sous trois grands volets : l'émission de radio, les Café-ATTAC et les formations. L'organisation de ces activités et la gestion du groupe de Québec sont assurées par le comité de coordination d'ATTAC-capnat qui se réunit généralement une fois par mois.

- **Émission de radio « Le grain de sable »**

Par le biais de son comité «radio», Attac-Capnat produit une émission de radio, «Le grain de sable», qui est présentée un lundi sur deux de 9h à 10h sur les ondes de la radio communautaire CKRL 89.1. ATTAC y présente cette émission depuis 2003. Les militantEs y participent à leur façon : mise en onde, animation, préparation de chroniques et coordination. ATTAC-capnat profite de cette émission pour transmettre de l'information portant sur l'actualité internationale, principalement économique et financière, et sur les différents dossiers reliés aux thèmes développés par ATTAC. Bref, « Le grain de sable » est un succès indéniable et, forte de son expérience passée, l'équipe entreprend sa quatrième saison au cours de ce mois de septembre.

- **Café-Attac**

Organisés de façon régulière depuis l'automne 2005, les Café-ATTAC sont des soirées mensuelles où ATTAC-Capnat invite ses membres et ses sympathisants à venir échanger sur diverses problématiques liées à la mondialisation et aux thèmes d'ATTAC. On y présente des documentaires ou des présentations de nos invités. Le tout se déroule dans une atmosphère conviviale et décontractée. Le Tam Tam Café a été notre partenaire au cours de l'année 2005-2006 et nous nous réunissons dorénavant au Café-Bar l'Agitée (coopérative de travail). Voici un aperçu des sujets ayant fait l'objet d'une soirée : présentation des documentaires *Les navires de la Honte*, *Pas assez de volume*, *Paysages fabriqués*, *Enron* et *La double face de la monnaie*; Parmi les autres sujets abordés : retours sur les forum sociaux mondiaux de 2006 et de 2007; la taxe Tobin et les taxes internationales; l'aide internationale avec Jacques B. Gélinas. Ces soirées sont généralement très réussies, la participation variant entre 20 et 40 personnes.

- **Les formations**

Finalement, les militantEs organisent à chaque année des formations permettant à de nouveaux militantEs de s'initier ou d'approfondir leurs connaissances sur la mondialisation et sur les thèmes portés par ATTAC. La formation d'initiation intitulée « Mondialisation 101 » s'est tenue en 2006 et en 2007 et connaît toujours un grand succès. D'autres formations abordant certaines problématiques plus précises ont également été organisées. Ces formations portèrent sur l'AGCS, les paradis fiscaux et la spéculation financière. Aussi, une formation ayant pour objectif de former de futurs animateurs de formation fut organisée et donnée par Danielle Pinsonneault, une formatrice professionnelle militante d'Attac à Québec. Cette dernière initiative est fort intéressante puisqu'elle permet à d'autres militantEs d'acquérir quelques notions fondamentales de pédagogie permettant de se sentir plus à l'aise pour donner la formation de base sur la mondialisation.

- **Les Alarmistes**

Nous ne pourrions terminer ce bilan d'Attac-Capnat sans parler des «Alarmistes», cette heureuse initiative de deux de nos militants. Les Alarmistes préparent et diffusent de façon périodique des capsules vidéos ludiques et informatives critiquant divers aspects du néolibéralisme. Ces capsules peuvent être visionnées à l'adresse www.lesalarmistes.com.

Bilan des activités d'ATTAC de la région d'Outaouais

Le groupe d'Attac de la région d'Outaouais a organisé deux rencontres pour mieux faire connaître les enjeux principaux d'ATTAC. Une première fut une conférence d'Alain Deneault sur les paradis fiscaux, intitulée : *Les paradis fiscaux, une menace*. La deuxième fut la projection du documentaire : *Pas assez de volume*, de Vincent Glenn. La première partie de ce documentaire porte sur l'OMC et la deuxième principalement sur l'AGCS. Ces deux rencontres ont attiré une vingtaine de personnes à chaque fois et suscité de nombreux commentaires et questions intéressantes de la part des auditeurs. Le Dépanneur Sylvestre fait du commerce équitable et vend des produits locaux. Mais ce lieu militant se consacre surtout à des activités comme des spectacles, conférences, projections de films et plusieurs autres activités communautaires.

Annexe

Les membres du Conseil scientifique d'ATTAC-Québec¹ au 3 août 2007

Omar AKTOUF est professeur titulaire de management à l'École des hautes études commerciales de Montréal. Ancien cadre supérieur dans l'industrie, diplômé dans plusieurs disciplines des sciences sociales, il est membre fondateur du Groupe humanisme et gestion de l'École des HEC. Ses travaux ont été traduits en plusieurs langues. Ils incluent *La stratégie de l'autruche: Post-mondialisation, management et rationalité économique*.

Brigitte ALEPIN est comptable agréée et fiscaliste. Elle dirige le service de la fiscalité d'un important cabinet d'experts-comptables. Conférencière et auteure d'articles portant sur la fiscalité des entreprises et des particuliers, elle a aussi écrit *Ces riches qui ne paient pas d'impôt*, et elle a animé, à la station radiophonique montréalaise CKAC, des émissions sur l'impôt des particuliers.

Pierre AUGER Médecin spécialiste en médecine du travail du Collège royal du Canada. Il a été impliqué dans plusieurs dossiers de maladies du travail et de l'environnement tant au Québec qu'à différents endroits dans le monde. Il travaille actuellement en santé publique à Québec et en clinique privée en médecine du travail à Montréal. Il est professeur clinique à l'université Laval et ancien professeur adjoint à l'université McGill.

Pierre BEAULNE, économiste à la CSQ, il est l'auteur de *Survol des orientations budgétaires du Québec en 2002*, de *La Taxe Tobin: utopiste ou réaliste?* et, entre autres, de mémoires présentés par ATTAC-Québec en commissions parlementaires et en commissions de l'Assemblée nationale.

Dominique BOISVERT a été avocat pendant 20 ans. Ayant travaillé comme coopérant et observateur des droits humains à l'étranger (Côte d'Ivoire 1969-71; Zimbabwe 1980; Haïti 1993), il a travaillé ici aux questions de solidarité internationale, d'immigration et de refuge, des droits humains et d'alternatives sociales et spirituelles, entre autres à la Ligue des droits et libertés, à l'Entraide missionnaire et au Centre Justice et Foi. Membre fondateur du Réseau québécois pour la simplicité volontaire (RQSV), il travaille également sur l'objection de conscience fiscale et la modernisation du droit de la bienfaisance au Canada. Il a publié dans la presse locale et plusieurs revues québécoises (Relations, Revue Notre-Dame, Possibles, Communauté chrétienne, etc.) et dans les bulletins de plusieurs organismes. Il a également collaboré à la publication de plusieurs ouvrages collectifs.

Marc BONHOMME est économiste (maîtrise en économie de l'Université Carlton) et militant à l'UFP, membre de la section québécoise de la Quatrième Internationale. Il était délégué du Forum populaire de l'Outaouais contre la ZLÉA à la Table de Convergence. Il a publié de nombreux articles, entre autres dans *Frontline*, *Imprecor*, *le Taon*, et dans *Les grands textes indépendantistes*, dir. de A. Ferretti, tome 2, éd. TYPO, 1992-2003.

Jean-Louis BOURQUE est diplômé en sociologie politique, en science politique, en management public, et en lettres. Il a été professeur, journaliste/pigiste, analyste, consultant et directeur des communications. Il est l'auteur de *Demain la République*, *le Projet du Québec profond*, et de nombreux articles et mémoires politiques et sur la mondialisation. Il était un des délégués d'ATTAC-Québec au FSM IV à Mumbai.

Gaétan BRETON détient un doctorat en science comptable et est le vice-président finances d'Eau Secours! Chroniqueur à *À Bâbord*, il est aussi l'auteur de *Les mauvais coûts d'Hydro Québec*, avec Jean-François Blain, de *Les orphelins de Bouchard*, de *Tu me pompes l'eau*, *Faire payer les pauvres*, un chapitre de l'ouvrage d'un collectif du Conseil scientifique d'Attac-Québec, *Où va notre argent ? Une fiscalité pour les riches*, ainsi que *Tout doit disparaître : Partenariats publics privés et liquidation des services publics* et *La dette : règlement de comptes*.

¹ Fondé à l'Assemblée générale d'ATTAC-Québec tenue à Montréal le samedi 11 octobre 2003.

Dorval BRUNELLE est professeur au Département de sociologie, directeur de l'Observatoire des Amériques, CEIM, Université du Québec à Montréal. Il est co-auteur avec Christian DEBLOCK de *L'Aléna: Le libre-échange en défaut*, Fides 2004, et de nombreux autres ouvrages portant sur les accords de libre-échange et questions connexes, notamment, *Dérive globale*.

Gilles DOSTALER, professeur au Département d'économie de l'UQAM, il est l'auteur de plusieurs articles sur les grands noms de la science économique dans «Alternatives économiques», de *La pensée économique depuis Keynes* (avec Michel Beaud), et de *Le libéralisme de Hayek*. Il publiera au début de 2005, chez Albin Michel, *Les combats de Keynes*.

Raymond FAVREAU, avocat, détient une maîtrise en droit des finances publiques et un diplôme en sociologie et anthropologie. Il est membre du Comité sur la responsabilité des organisations internationales de l'Association de droit international. Il est coordinateur du Conseil scientifique d'Attac-Québec et est membre du conseil d'administration du *World Tax Justice Network*, créé au FSM 2003 en collaboration avec Attac-Allemagne et autres associations, ainsi que de son chapitre canadien.

Anthony FRIEND est un économiste spécialisé en éco-économie et en théorie de la décroissance. Il a participé à maintes conférences et est un des rédacteurs d'une publication scientifique sur l'écologie économique. Il a participé à un atelier d'Attac-Québec à Porto Alegre sur les obstacles à la protection de l'environnement qui découlent de l'Aléna.

Gabriel GAGNON est professeur honoraire au département de sociologie de l'Université de Montréal. Membre du comité de rédaction de la revue Possibles. Docteur de troisième cycle de l'École des Hautes études en sciences sociales (Paris). Il est auteur avec Marcel Rioux de *Coopératives ou autogestion: Sénégal, Cuba, Tunisie*, (PUM 1976), de *À propos d'autogestion et d'émancipation*, (IRCQ, 1988), et de *Au coeur des Possibles, Écosociété*, 1995.

Jacques B. GÉLINAS, sociologue, il s'est toujours intéressé aux questions touchant l'émancipation du Tiers Monde, les droits des minorités et l'organisation socio-économique des communautés humaines. Après plusieurs années comme coopérant en Amérique latine, professeur en sociologie du développement et cadre au Ministère des Relations internationales du Québec, il est aujourd'hui essayiste et conférencier, auteur de *Et si le Tiers Monde s'autofinçait*, et de *La globalisation du monde: Laisser faire ou faire?* ainsi que de *Le virage à droite des élites politiques québécoises*. Il était de la délégation d'ATTAC-Québec au Forum social mondial II, à Porto Alegre.

Corinne GENDRON, juriste de formation, elle détient aussi un MBA et un doctorat en sociologie. Elle est professeure au Département d'Organisation et de gestion des ressources humaines de l'école des sciences de la gestion et chercheure principale à la Chaire Économie et Humanisme. Elle se spécialise dans les questions de sociologie de l'entreprise, de développement durable, d'éthique et de gouvernance dans un contexte de mondialisation. Elle est auteure de nombreux ouvrages, notamment, de (avec Jean-Guy VAILLANCOURT) *Mouvements sociaux et démocratie*, et (avec V. et M. CAUCHY) de *Coexistence humaine et développement durable*.

Robert JASMIN est juriste, sociologue et écrivain. Il est président, porte-parole et conférencier principal d'Attac-Québec, qu'il a représenté au Forum social mondial à Porto Alegre, au G-Monde en France, ainsi qu'à des rassemblements internationaux préparatoires du FSM ailleurs dans le monde. Il est l'architecte des Brigades d'information citoyenne («BIC»), concept repris par Capmonde et lancé en 2004.

Lucie LAMARCHE est professeure, directrice du Centre d'études sur le droit international et la mondialisation responsable pour l'Observatoire des Amériques de l'UQAM au Département des sciences juridiques.

Henri LAMOUREUX, écrivain et activiste social et communautaire, il a écrit entre autres *Community actions*, Black Rose Books, 1989, et *Éthique, travail social et action communautaire*, Presse de l'Université du Québec, 2003..

Jocelyne LAMOUREUX, sociologue et professeure au Département de sociologie de l'UQAM, elle est l'auteure (avec d'autres) de *Innovations et contraintes: des pratiques organisationnelles*

féministes, de *Le partenariat à l'épreuve: l'articulation paradoxale des dynamiques institutionnelles et communautaires dans le domaine de la santé mentale*, et autres. Elle est conférencière en éducation populaire.

Normand MOUSSEAU, est professeur de physique à l'Université de Montréal.

Pierre PATENAUDE est professeur associé à la faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, auteur entre autres de *La protection des conversations en droit privé: étude comparative des droits américains, anglais, français, canadien et québécois*, et de *Police, techniques modernes d'enquête ou de surveillance et droit de la preuve*.

Carole POLIQUIN est réalisatrice de films documentaires, entre autres de *Bien commun, l'assaut final*, et conférencière en milieux d'éducation populaire.

Michèle RIOUX est directrice et chercheuse principale du Projet ETIC et coordonnatrice du GRIC. Ses recherches portent sur le secteur des télécommunications, de l'internationalisation des firmes et les politiques de concurrence et de globalisation économique. Elle est l'auteure (avec Christophe PEYRON) de *Construire les Amériques: de nombreuses questions, des réponses à trouver*, ainsi que de *À la rescousse du capitalisme américain: la loi Sarbanes-Oxley*.

André THIBAUT détient un PhD en sociologie. Il est membre du comité de rédaction de *Possibles* et du conseil d'administration d'Écosociété; il est responsable de la section montréalaise des Amis du *Monde diplomatique*; chargé de cours à l'Université du Québec en Outaouais. Il est auteur entre autres de *Ses propres moyens*, aux éditions Nota bene.

Claude VAILLANCOURT, écrivain et militant, est l'auteur de plusieurs romans, des ouvrages *Le paradoxe de l'écrivain* et de *Mainmise sur les services : Privatisations, déréglementation et autres stratagèmes*. Il est le secrétaire général d'Attac-Québec.

Membres du conseil d'administration 2005-2007

Robert Jasmin, Président

Karine Peschard, Vice-présidente

Claude Vaillancourt, secrétaire

Érik Bouchard-Bouliane

Catherine Caron

Alain Deneault

Raymond Favreau

Monique Jeanmart

Valérie Migneault

Julie Sirois (remplacée par Jacob Gay-Homel, remplacé par François Laliberté)

En lien constant avec le CA : Luce Prévost et Ghislaine Raymond (représentant l'association au RQIC).